

*Politique laitière*

sous-produits laitiers dans les pays déshérités du monde par l'entremise de l'ACDI, l'agence canadienne de développement international. Il n'a aucune raison qui puisse légitimer, monsieur le président, que nous ici au Canada, dans un pays riche, où le blé abonde, où le lait abonde, où le lait en poudre abonde, où les produits sont de qualité, où l'industrie est automatisée, où on est capable de produire, où on a les moyens de communication, où on est capable d'envoyer des produits, il n'y a aucune raison au monde d'investir au-delà d'un milliard de dollars dans l'ACDI qui est une Agence gouvernementale, sur laquelle le Parlement n'a pratiquement aucun contrôle, et que cette même agence distribue des sommes d'argent un peu partout dans le monde sans intérêt, quand au Canada on pénalise les producteurs, sous prétexte qu'il existe une surproduction, et qu'au même moment les deux tiers du monde crèvent de faim.

Monsieur le président, c'est un paradoxe absolument incroyable que celui-là et je crois que le gouvernement, non seulement au nom des Canadiens, mais au nom des chrétiens, devrait immédiatement se mettre à la tâche en vue d'organiser un système de distribution de produits laitiers et de sous-produits. Puisqu'ils sont de grande qualité nos produits, on n'a pas à en avoir honte de nos produits. Qu'on les distribue dans ces pays pour qu'ils puissent eux aussi avoir une nutrition saine, riche en protéines et pour qu'ils puissent y recouvrer la santé.

Monsieur le président, je pense qu'il s'agit là d'un point essentiel. Le scandale, en fait, c'est le scandale de la production. On pénalise l'individu qui produit, parce qu'il produit trop, parce qu'il est trop efficace, alors que dans les deux tiers du monde on crève de faim littéralement. On n'a qu'à courir les conférences, on n'a qu'à aller dans ces pays, on n'a qu'à lire sur le sujet pour s'en rendre compte.

Le gouvernement multiplie les démarches pour vendre du blé. A tout bout de champ, le soir, à la télévision, on voit le ministre se vanter d'avoir réussi à vendre quelques boisseaux de blé dans certains pays. Je ne me souviens pas d'avoir vu un ministre qui se vantait à la télévision ou à la radio d'avoir vendu du lait de notre surproduction dans d'autres pays. Je ne m'en souviens pas. Le gouvernement se cache plutôt derrière la Communauté économique européenne, et tripote ses petites affaires là-dedans au profit de ces pays et au détriment de nos producteurs.

Monsieur le président, je pense que ces choses doivent être dites, et que cet après-midi l'honorable ministre de l'Agriculture, en tant que Canadien et en tant que chrétien, ne peut pas répondre non à cette demande d'assurer le partage des richesses à travers le monde dont les surproductions particulièrement dans l'alimentation.

Le quatrième point que nous voulons signaler au ministre est le suivant: que la subvention sur le lait en tant que principe général, et nous ne parlons pas de chiffres, nous pourrions en soumettre des chiffres, mais nous voulons nous en tenir à des principes généraux, que la subvention sur le lait soit augmentée en proportion de la diminution du quota, si telle est la volonté du gouvernement de diminuer le contingentement.

Si le gouvernement n'accepte pas ce principe, cela signifie que les producteurs subiront une baisse de revenu, qu'ils devront abattre plusieurs de leurs animaux parce que nous avons déjà une surproduction, et par conséquent, je le répète au ministre, que la subvention sur le lait soit augmentée dans la même proportion que le quota sera diminué. Dans la même proportion signifie que c'est un minimum et cela revient à mon point de vue à tenir compte

de l'augmentation minimale de 10 p. 100 comme la loi anti-inflation le prévoit.

Nous demandons de plus, et je crois, encore une fois, rallier l'opinion d'un grand nombre de députés de la Chambre, de tous les partis politiques, nous demandons l'établissement d'un programme de distribution de produits et de sous-produits laitiers dans nos écoles canadiennes, compte tenu de la valeur nutritive de ces produits naturels.

Monsieur le président plusieurs études au Canada démontrent que nos enfants mangent mal dans nos écoles. Elles démontrent aussi que nos enfants ne sont pas en bonne santé physique dans nos écoles. Étant donné la valeur de ce produit qu'est le lait, il n'y a aucune raison pour que cela reste dans les hangars, que ce ne soit pas distribué dans nos écoles à nos élèves, à nos enfants. Après tout, c'est nous qui payons pour l'éducation, c'est nous qui bâtissons ces écoles, c'est nous qui faisons les enfants et c'est nous qui faisons le lait. Je ne vois pas pourquoi tout ce beau monde ne se rencontrerait pas dans les écoles pour répondre, encore une fois, et c'est là notre principe, aux besoins des gens.

Je voudrais conclure là-dessus pour donner la chance à d'autres députés de prendre la parole, mais c'est dans cet esprit que nous voulions voir le débat, pour que la production réponde vraiment aux besoins des consommateurs, mais que cela ne se fasse pas sur le dos des producteurs. Chaque fois que le gouvernement a demandé quelque chose à nos producteurs, que ce soit en temps de crise ou de guerre pour assurer la nourriture du peuple, jamais ils n'ont refusé. Tout ce qu'ils demandent, alors qu'à la demande du gouvernement ils ont investi dans leurs fermes pour améliorer leur production, c'est d'être capables de payer ces dettes et de vivre avec leurs familles sur leurs fermes.

Monsieur le président, j'insiste humblement auprès du ministre, au nom de mes concitoyens et de mes collègues, pour qu'en 1976, ce ne soit pas seulement un engagement formel du ministre, mais que ce soit vraiment des gestes concrets, pour que la politique laitière serve vraiment les intérêts de la consommation.

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je ne cacherai pas le plaisir que j'ai à participer à ce débat cet après-midi et je voudrais féliciter mes amis du Parti Crédit Social du Canada d'avoir répondu à l'appel de la Fédération des producteurs de lait, en particulier, les producteurs du Québec et d'avoir également pensé d'aborder à la Chambre cette question aussi importante, à la veille de l'annonce de la nouvelle campagne laitière qui sera connue début d'avril.

Il est sûr, monsieur le président, que le député de Lotbinière (M. Fortin) a fait des remarques fort pertinentes. Je crois qu'il l'a fait avec toute l'objectivité qu'il se doit à l'égard des difficultés que connaissent actuellement et depuis trop longtemps les producteurs de lait. Je sais que le ministre profitera tantôt de l'occasion pour répondre, peut-être pas aux arguments mais au moins aux recommandations et aux sollicitations que nous ferons de notre côté. Je m'attends bien à ce qu'on nous dise qu'au Canada, on en est arrivé à avoir les plus belles vaches, les plus productives, mais tout cela laisse les producteurs de lait avec des problèmes assez sérieux.

Également, lorsque le gouvernement ou le ministre responsable répond souvent qu'il a fait de gros efforts en vue d'améliorer l'industrie laitière, nous reconnaissons qu'il a fait des efforts, qu'il a accordé des crédits et certains services à la disposition des producteurs de lait, mais je crois qu'il faut reconnaître également les risques d'engage-